

FEDERATIONS SYNDICALES DE CHEMINOTS

Tous en grève le 08 Novembre !



L'inquiétude des cheminots (es) face au remodelage en profondeur de l'entreprise SNCF, réorganisations, polyvalence et mobilité, plan FRET désastreux, filialisation et mise en concurrence y compris à l'intérieur du groupe, suppressions d'emplois et productivité exacerbée, a amené l'ensemble des organisations syndicales à demander une audience à Mme Idrac afin d'obtenir des réponses sur la stratégie de l'entreprise et des assurances sur le devenir de la SNCF, du statut des cheminots (es) et de leur protection sociale.

Nous n'avons pas eu, lors de cette rencontre, les réponses que nous étions en droit d'attendre. Malgré un affichage et un discours prônant un dialogue social de qualité, la Présidente n'a apporté aucun élément nouveau susceptible de rassurer les agents.

Les organisations syndicales CGT, FO, SUD Rail, CFE-CGC et FGAAC, font en commun le constat que seule une mobilisation massive de cheminots est capable de faire céder l'entreprise sur leurs justes revendications.

Ainsi, les fédérations syndicales CGT, FO, SUD Rail, CFE-CGC et FGAAC ont décidé d'une grève nationale pour le mercredi 08 Novembre 2006.




FRET SNCF

La Direction de la SNCF a du mal à cacher ses propres responsabilités et celles du Gouvernement dans la dégradation de la situation du FRET SNCF.

Désorganisation, contraction de l'appareil de production, suppression de plus de 7 000 cheminots, fermeture de gares, de triages, de chantiers, pertes de nombreux trafics, choix favorisant l'arrivée de la concurrence privée...constituent les éléments tangibles du plan FRET 2004-2006.

La Direction a beau faire semblant de rester sereine, il n'en demeure pas moins que Mme IDRAC cache les prévisions FRET qui envisagent une sortie 2006 à 38 milliards de tonnes/kilomètres (peut-être moins) à comparer aux 55 milliards de tonnes/kilomètres en 2000.

Les Fédérations Syndicales de cheminots exigent des annonces immédiates :

-  L'arrêt des décisions à caractère irréversible qui affaiblissent l'appareil de production.
-  L'engagement que le FRET ne sera pas filialisé.
-  L'engagement sur une politique de développement, de volume de l'activité FRET SNCF avec les moyens correspondants.

PROJETS DE DECRETS POUR LES OPERATEURS PRIVES

Les Fédérations Syndicales de Cheminots ont signifié leur opposition à la Direction SNCF et au Gouvernement, sur des projets de décrets relatifs à la réglementation du Travail, pour les salariés des opérateurs privés du transport ferroviaire qui favoriseraient le dumping social et entraîneraient la mort du FRET SNCF. Un premier recul du gouvernement a été acquis avec la non promulgation des décrets.

-  Elles exigent une seule réglementation du Travail dans le secteur ferroviaire et l'application du RH 0077 à tous les personnels du Transport Ferroviaire.

SERVICE PUBLIC SNCF

La structuration en branches a un seul but, la rentabilité financière. Elle a comme conséquence la réduction des coûts du travail et l'abandon des activités estimées non rentables, la filialisation ou l'externalisation d'activités.

Pour y parvenir, une multitude de projets fleurissent un peu partout. Le Plan de Logistique Industrielle (PLI) avec les fermetures d'ateliers du matériel. Le Plan VFE avec les fermetures de gares, de guichets, de boutiques, de Centres Ligne Directe, de bureaux administratifs et d'établissements sociaux et les projets Alliance pour les ASCT. Au Transport Public, c'est le pilotage par ligne du TER et du Transilien. A l'Équipement, ce sont les

modifications de la maintenance et des notions de brigades et de parcours. A la Traction, la direction s'obstine à refuser de répondre au courrier unitaire daté du 31 mai 2006. S'y ajoutent encore le plan fret, les conclusions alarmantes de l'audit réseau, l'ensemble de réorganisations, fusions, externalisations et filialisations. **Tous les métiers sont touchés, tous les cheminots (es) sont concernés.**

Les Fédérations Syndicales de Cheminots réaffirment leur attachement :

- ✘ Au caractère intégré de l'Entreprise Publique.
- ✘ A l'unité des métiers et au dictionnaire des filières.

Un coup d'arrêt doit être porté au démantèlement, aux réorganisations, aux filialisations projetées ou en cours, il faut regagner le développement du service public et de notre outil de travail.

EMPLOI ET STATUT

Impacté par tous les projets de réorganisations, de restructurations, l'emploi à statut est en diminution de 14 000 cheminots depuis fin 2001.

Le manque de cheminots se fait durement ressentir sur le terrain avec des répercussions sur le service rendu aux usagers et sur les conditions de travail des cheminots.

Les réductions d'emplois et les menaces qui pèsent sur l'Entreprise Publique intégrée SNCF ne sont pas de nature à rassurer les cheminots sur l'avenir du Statut de notre régime spécial de retraite et de prévoyance.

Les Fédérations Syndicales de Cheminots tiennent à rappeler leur détermination à combattre toute remise en cause, par qui que ce soit, de notre régime spécial de protection sociale. Au-delà d'un recul social pour ce qui est visé, c'est une nouvelle attaque contre tous les salariés dans le cadre de la réforme des retraites projetée en 2008. Elles exigent également :

- 📁 L'arrêt des suppressions d'emplois.
- 📁 La réalisation immédiate des embauches prévues en 2006.
- 📁 La mise en œuvre d'un programme de recrutement au statut pour les années à venir.
- 📁 Le respect du dictionnaire des filières.
- 📁 Le recrutement immédiat de 1 500 cheminots au statut, pour répondre efficacement à l'augmentation du trafic VFE et TER et au besoin de développement du FRET.

POLITIQUE SALARIALE

Les Fédérations Syndicales de Cheminots soulignent l'activité revendicative unitaire menée au printemps sur les questions salariales, qui a contraint Direction et Gouvernement à lâcher plus que ce qu'ils avaient initialement prévu :

- ✘ Une augmentation générale des salaires et des pensions de + 1,8%.
- ✘ Une valorisation de la prime de travail de 10 euros mensuels.
- ✘ Mesures bas salaires.

Pour autant, des revendications importantes demeurent. Elles doivent trouver des réponses de la part de la Direction. Ainsi, les Fédérations Syndicales exigent dans l'immédiat :

- 📁 L'attribution d'un véritable 13ème mois.

REVOCATIONS

Les Fédérations Syndicales de cheminots constatent l'intensification des dossiers disciplinaires qui se traduisent par une augmentation des révocations. En conséquence, elles exigent : la suspension des conseils de discipline et des mesures disciplinaires engagées dans l'attente des conclusions de l'expertise sur le système informatique de Mosaïque.

L'INTERVENTION DES CHEMINOTS EST NECESSAIRE

Conscientes que seule la mobilisation des cheminots et cheminotes permettra d'imposer des choix de développement du Service Public et des progrès sociaux, les Fédérations syndicales CGT, FO, SUD-Rail, CFE/CGC, FGAAC appellent tous les cheminots à participer à la

Grève Nationale

« Tous ensemble » le mercredi 08 novembre 2006

A cet effet, les fédérations déposent un préavis pour la période du mardi 07 novembre 2006 à 20 h 00 au jeudi 09 novembre à 8 h 00.

Paris, le 20 octobre 2006